

9 Propositions pour véritablement réduire la facture énergétique à Beauvechain : Entrer dans le 21e siècle de l'énergie, il est temps.

MITSCH JF, octobre 2024

Les crises énergétiques récentes et les fluctuations des prix ont bouleversé notre quotidien, mettant à mal le pouvoir d'achat des ménages et la viabilité de nombreuses activités locales. La hausse des factures d'énergie pèse lourdement sur nos ressources financières, menace le développement économique et le pouvoir d'achat, particulièrement dans les zones rurales. Il est urgent d'agir pour garantir l'autonomie énergétique de Beauvechain et sécuriser un avenir durable, équitable et économique. Voici neuf propositions concrètes pour accompagner cette vision.

Membre depuis un an de la commission « énergie » de la commune, j'ai rapidement constaté l'absence totale de vision stratégique au niveau des élus locaux (Ce que je regrette également au niveau régional depuis bientôt 20 ans que je suis actif dans le secteur). Sans vision claire et sans moyen, l'objectif annoncé d'une réduction de 50 % des émissions de CO2 d'ici 2030 me semble irréaliste. Plusieurs facteurs justifient ma position. Le premier de ceux-ci est que la commune ne se donne pas les moyens d'y parvenir, elle avait, par exemple, un temps partiel qu'elle n'a même pas prolongé sur cet objectif 2030. (Il faudrait une équipe de 5 personnes). Ensuite, les outils régionaux pour soutenir les communes dans cette démarche sont très limités - mais ils existent, encore faut-il les activer). Enfin, j'ai ressenti une absence de prise de conscience chez les élus locaux sur l'importance de cet enjeu qu'est l'énergie, qui touche directement notre pouvoir d'achat, les finances communales et de manière encore plus directe notre activité économique et notre compétitivité.

Si l'on écoute les experts, de la Cour des comptes, du milieu scientifique ou financier, l'énergie est la pierre angulaire de notre société moderne. Ne pas comprendre le fonctionnement de ce secteur, à la fois industriel et financier, c'est se condamner à en être dépendant, à devenir des consommateurs passifs qui se contentent de payer une facture qui augmente sans rien comprendre.

L'objectif de ma proposition est de remettre en perspective les solutions existantes pour créer une vision commune (l'enjeu est tel qu'il faut éviter que cela devienne une question majorité/opposition). Vision définie tous ensemble afin de faire entrer notre commune dans le 21e siècle avec ambition et pragmatisme.

Voici les 9 propositions :

1. Contrôle des prix de l'énergie pour protéger les citoyens

L'énergie est un bien de première nécessité qui impacte directement le quotidien des citoyens et les activités économiques. Il est donc essentiel de garantir un accès à des prix justes et maîtrisés. Nous proposons de mettre en place un mécanisme de contrôle des prix de l'énergie à l'échelle de la commune. En allant plus loin, un fournisseur serait désigné par appel d'offres pour fournir de manière systématique les meilleurs prix en gaz et électricité. La garantie d'obtenir des tarifs compétitifs pour l'ensemble des habitants. Ce mécanisme collectif réduirait les risques liés aux fluctuations des prix de l'énergie sur les marchés internationaux et protégerait les citoyens contre des hausses imprévues.

2. Mise en place d'une centrale d'achat pour des équipements énergétiques performants

Afin d'optimiser les achats d'énergie et de biens liés à la consommation énergétique (électroménager, bois de chauffage, mazout, matériaux isolants...), nous proposons la création d'une centrale d'achat communale. Cette centrale collationnerait les commandes des habitants, négocierait des prix avantageux et ferait des économies d'échelle répercutées sur la facture. Elle pourrait également jouer un rôle clé dans la désignation de fournisseur de référence au niveau qualité/prix, cela permettrait aux ménages de remplacer des appareils

obsolètes par des modèles plus efficaces censés réduire leur consommation et leurs factures. Ces économies d'échelle sont bien plus intéressantes que de proposer des primes de quelques euros qui demande des démarches administratives inutiles (en plus cela ne coûte pas au budget communal)

3. Développer les énergies renouvelables pour atteindre la souveraineté énergétique 2035-2050

Pour garantir un prix de l'énergie raisonnable, il est crucial d'investir massivement dans les énergies renouvelables localement (idéalement de grande taille pour réaliser des économies d'échelle, là aussi). Nous proposons de développer l'énergie solaire, le biogaz et la biomasse (à moindre mesure l'hydraulique et l'éolien vu notre configuration du territoire) - Ces deux dernières sources permettent de valoriser les matières organiques locales pour produire de l'énergie verte (gaz, huile, chaleur), réduisant ainsi notre dépendance aux énergies fossiles. Concernant l'éolien, des solutions de coopération peuvent être développées (avec d'autres communes plus venteuses). Mais dans le cadre d'une collaboration plus volontariste avec la base militaire, il serait possible d'identifier les sites qui n'entravent pas le bon fonctionnement de l'espace aérien (l'armée a effectué cette cartographie dans plusieurs zones en Belgique, car elle est elle-même intéressée à réduire sa facture d'énergie).

Avec ces technologies, nous visons à contribuer à une production équivalente à notre consommation énergétique entre 2035 et 2050, censée protéger les citoyens contre les fluctuations des prix sur les marchés internationaux tout en contribuant à la lutte contre le changement climatique.

Il est évident que notre commune n'est pas une île isolée, les réseaux électriques et de gaz sont interconnectés, cette interconnexion est plus que nécessaire pour garantir une énergie sur le réseau au moment où nous produisons moins (le réseau peut être considéré comme une gigantesque batterie ou réservoir).

L'essentiel est de mettre en place sur notre territoire cette dynamique énergétique qui profitera directement au secteur agricole en lui permettant de diversifier ses revenus, pratique courante dans de nombreuses communes d'Europe entre autres, même en Wallonie - nous ne sommes pas des rêveurs, nous devons nous inspirer des bonnes pratiques et de l'expertise disponible (Wavre, Dour, Thuin, ...).

4. Installation d'une pompe à essence récompensant l'écoconduite

L'écoconduite est une approche qui optimise la consommation de carburant sans devoir changer de véhicule. En adoptant des comportements simples, tels que l'anticipation des accélérations ou l'utilisation du frein moteur, (en suivant une formation de 1 à 2 h maximum) il est possible de réduire la consommation de carburant de plus de 20%. Nous proposons d'installer une pompe à essence qui récompenserait les conducteurs adoptant ces pratiques responsables, par le biais de réduction ou de points de fidélité, afin de motiver encore plus de citoyens à faire des économies d'énergie. Des assurances sont sensibilisées à cette question et certaines offrent des réductions aux conducteurs qui ont passé un certificat d'écoconduite.

5. Installation d'outils d'information sur la consommation énergétique pour les particuliers

Disposer d'informations en temps réel sur la consommation énergétique permet de mieux maîtriser son impact environnemental. Nous proposons d'équiper les foyers de la commune d'outils de contrôle de la consommation. Ces dispositifs encourageraient les habitants à ajuster leurs comportements, à adopter des habitudes plus économes, et à réduire leur empreinte énergétique. Ces efforts se traduiraient rapidement en économies concrètes sur les factures d'énergie.

6. Intégration de normes énergétiques dans les règlements d'urbanisme

L'urbanisme est un levier central pour réussir la transition énergétique. Nous proposons d'intégrer dans les règlements d'urbanisme des normes strictes, exigeant que chaque projet immobilier ou rénovation tienne compte de l'efficacité énergétique. Cela inclurait l'obligation d'utiliser des matériaux durables, de privilégier des solutions d'isolation performantes, et d'installer des systèmes de production d'énergie renouvelable (comme des panneaux solaires ou des pompes à chaleur). Ces contraintes, bien que pouvant augmenter le coût initial des travaux, garantiront des économies substantielles sur le long terme. Le pouvoir public, en imposant ces normes, doit également mettre en place des outils de financement et des mécanismes d'aide pour permettre

aux citoyens d'amortir ces investissements et de bénéficier pleinement des économies d'énergie sur la durée. La réglementation urbanistique pourrait intégrer des clauses "d'économie sociale" qui conditionneraient les chantiers de rénovation et/ou de construction à s'adresser aux entreprises et artisans locaux. C'est un gigantesque chantier, selon les prévisions, il concerne plusieurs milliers de maisons à Beauvechain sur les 30 prochaines années (60 maisons rénovées par année, représente 1800 rénovations sur 30 ans). Tout bénéfique pour nos entreprises locales et le développement des activités liées.

7. Élaboration d'une feuille de route crédible pour la transition énergétique

Le plan énergie/climat voté en début 2024 à la commune n'est pas à la hauteur des enjeux. Nous proposons de créer une feuille de route détaillée et techniquement validée, élaborée en partenariat avec des acteurs industriels et financiers. Cette feuille de route définirait les étapes à suivre, les investissements nécessaires et les délais de mise en œuvre, elle doit aussi identifier la création d'emplois locaux, garantissant ainsi la sécurité des projets et l'attractivité pour les investisseurs. Une planification rigoureuse est essentielle pour réussir la transition énergétique et atteindre la souveraineté énergétique souhaitée.

8. Sortie de l'intercommunale ORES et création d'une régie énergétique communale

Le modèle économique d'ORES, avec la distribution de dividendes (qui sont ponctionnés sur notre facture), freine la transition énergétique en incitant indirectement à la surconsommation (La commune n'a pas intérêt à ce que notre consommation diminue sans quoi ses dividendes diminuent). La commune de Wavre est indépendante (RWE), Andenne et quelques communes limitrophes, elles fixent leurs tarifs de distribution et développent une politique d'énergie renouvelable. Nous proposons de quitter cette intercommunale pour créer une régie communale de l'énergie, qui encadrerait la production, la distribution et les services énergétiques de façon intégrée. Cette régie permettrait à Beauvechain de maîtriser ses coûts énergétiques tout en garantissant un approvisionnement local et durable. En contrôlant l'ensemble de la chaîne, la commune offrirait une stabilité économique à ses citoyens et soutiendrait le développement de nouvelles activités agricoles et artisanales et la création de nombreux emplois locaux.

9. Restructuration et renforcement de la commission de l'énergie locale

Pour superviser cette transition ambitieuse, nous proposons de renforcer la commission locale de l'énergie, en élargissant sa composition à des acteurs locaux clés comme les agriculteurs et les associations, les entreprises locales. Cette commission doit disposer de moyens humains et financiers suffisants pour superviser ce plan stratégique et contribuer à sa réalisation. Elle devra, par exemple, coordonner les différents projets et s'assurer du respect des nouvelles normes d'urbanisme; elle jouera un rôle central dans la mise en œuvre et le suivi de ces propositions, garantissant leur succès à long terme; cette commission doit être accompagnée par une équipe de permanents qui auront la charge de mettre ces 9 propositions en place avec les différents acteurs privés publics.

En conclusion,

Ces 9 propositions visent à transformer Beauvechain en un modèle de gestion énergétique durable, alliant efficacité, autonomie et justice économique.

Avec la potentielle fusion des communes qui s'annonce pour 2030, il sera intéressant de développer cette solution à l'échelle, par exemple, de notre zone de police (Ardennes brabançonnaises: Chaumont-Gistoux, Incourt, Grez-Doiceau-Beauvechain) pour nous donner une taille critique plus rapidement et générer, là aussi, des économies d'échelle tout en disposant de plus de ressources humaines et d'expertises ?

Par la coopération et une planification à long terme, nous pourrions non seulement alléger le poids des factures d'énergie des citoyens, mais aussi bâtir un avenir plus résilient et prospère pour notre commune.

MITSCH JF, octobre 2024

"Mon métier, c'est de vous dire que tout est possible" Julos